

15^e ASSEMBLEE MONDIALE de la FIMARC
2 - 16 novembre 2018, Thiès Sénégal

Compte rendu

Sommaire

- | | |
|----------------------------------|--|
| - 1 : Les participants | 6 : La messe de clôture et la déclaration finale |
| - 2 : Les cérémonies d'ouverture | 7 : Quelques temps forts |
| - 3 : L'immersion | 8 : Documents en lien avec l'assemblée mondiale |
| - 4 : Le séminaire | 9 : Photos souvenirs |
| - 5 : L'Assemblée Statutaire | 10 : La résolution finale |

La 15^e Assemblée Mondiale de la FIMARC s'est tenue à Thiès, au Sénégal du 2 au 16 novembre 2018. Elle était accueillie par le Mouvement des Adultes Ruraux Catholiques du Sénégal (MARCS). Le rassemblement s'est déroulé en plusieurs temps : un accueil et un temps d'ouverture avec les autorités civiles et religieuses du Sénégal, un temps de visite de terrain et de rencontre avec des habitants et les équipes de 6 diocèses du mouvement sénégalais pour percevoir les réalités de la vie rurale et de l'agriculture locale, un séminaire sur les modes et les enjeux du développement rural, un temps d'Assemblée générale statutaire, une messe de clôture et d'envoi des délégués, et des temps de gestion de la FIMARC : bureau, Comité Exécutif, rencontres des délégués par continent.

1 : Les participants :

L'Assemblée a permis le rassemblement de 47 délégués nationaux, d'une délégation additionnelle de 11 Coréens et d'une vingtaine de représentants sénégalais. Ces délégations représentaient 32 mouvements et organisations à caractère national, provenant de 4 continents (tableau annexe) : 12 délégués africains de 9 mouvements, 11 délégués latino-américains de 9 mouvements, 10 délégués asiatiques issus de 7 mouvements et 14 délégués européens représentant 7 mouvements. Six délégués asiatiques empêchés d'être présents avaient participé aux travaux préparatoires¹.



Les délégués de l'Assemblée Mondiale 2018 de la FIMARC au Centre Tostan de Thiès, Sénégal

¹ Les représentants du Bangladesh se sont heurtés à un refus de sortie du territoire pour cause d'absence de visa d'entrée au Sénégal, malgré le courrier des autorités sénégalaises indiquant que l'obtention des visas serait facilitée à l'entrée au Sénégal ; le délégué pakistanais a été retenu chez lui à la suite des manifestations hostiles aux chrétiens organisées à cette période au Pakistan ; un délégué philippin n'a pu partir à la suite d'un typhon sur sa région.

Au plan fonctionnel la vingtaine de participants du MARCS se sont mobilisés pour apporter leur soutien à ce rassemblement, pour l'accueil des délégués à leur arrivée, l'accompagnement pendant l'immersion, la participation aux échanges pendant le séminaire, la participation aux célébrations d'ouverture et de clôture à la cathédrale de Thiès.

2 : Les cérémonies d'ouverture :



Monseigneur André GUEYE,
évêque de Thiès

La messe d'ouverture. Après un accueil au Centre de formation Tostan de Thiès, nous nous sommes rassemblés le lundi 5 novembre pour la messe d'ouverture dans la cathédrale de Thiès, en présence d'une assemblée nombreuse et priante, concélébrée par Monseigneur André Gueye, évêque de Thiès, entouré de notre aumônier le Père Spanghero, de l'aumônier diocésain du KLB Bamberg (évêché allemand jumelé à celui de Thiès), du Père Epiphane Mbengue, aumônier du MARC Sénégal, et d'une importante délégation du clergé sénégalais. Un prêche vigoureux de Monseigneur André Gueye, en charge de l'apostolat des laïcs du Sénégal, a invité nos mouvements à se mobiliser au service de nos frères et sœurs des milieux ruraux en faveur d'un développement équitable et durable.

L'ouverture officielle de notre rencontre s'est tenue le mardi 6 dans la salle de conférence du Centre Tostan, en présence Monseigneur Michael Wallace Banach, nonce apostolique au Sénégal, et de Monseigneur André Gueye, évêque de Thiès, de Mme Gueye représentante du maire de Thiès, de Mr Cheik Omar Faye représentant de la communauté musulmane, de Mr Jacques Badji, président du MARCS et de Mr Wolfgang Scharl président de la FIMARC². Au-delà des mots d'accueil, les intervenants ont convenu de la pertinence des thèmes proposés par notre assemblée. Pour faire face aux enjeux de l'évolution climatique, de l'accroissement de la démographie mondiale, des migrations de populations autour des mégapoles urbaines, la mobilisation des habitants des territoires ruraux pour un développement solidaire offre des perspectives à prendre en considération.



Ouverture de l'Assemblée Mondiale : la tribune officielle.

3 : L'immersion dans les communautés rurales sénégalaises (6-9 novembre)

Afin de permettre aux délégués de percevoir la diversité des situations et des réalités sénégalaises, un temps d'immersion de 3 jours, pratique habituelle des Assemblées de la FIMARC, a été programmé en début de séjour. En réponse aux souhaits du MARCS de manifester notre présence à l'ensemble de l'Eglise sénégalaise, cette immersion s'est déroulée dans 6 des 7 diocèses du Sénégal. Dix groupes de 4 ou 5 délégués ont été accueillis par les responsables locaux du MARC dans les diocèses de Thiès, Dakar, Kaolack, Ziguinchor, Kolda et Tambacounda. Pour une question linguistique, les 14 délégués coréens sont restés groupés sur la région de Thiès. Ce temps d'immersion a permis de mettre en valeur plusieurs aspects de l'engagement des membres du MARCS dans la société rurale sénégalaise :



Les délégués FIMARC accueillis en Casamance

² Mr Faudé Fall, préfet de Thiès et représentant du gouvernement sénégalais, n'a pu être présent lors de la cérémonie d'ouverture et est venu transmettre son message aux délégués le 13 novembre lors de l'Assemblée Générale

Des préoccupations liées à l'agriculture et au développement rural, à travers quelques exemples :



Récolte de bananes à Nguène



Culture de légumes en Casamance

- L'investissement dans des projets agricoles porteurs, impliquant les agriculteurs locaux : développement d'une coopérative de production de bananes et de GIE agricoles de production et de commercialisation (Nguène, région de Tambacounda).
- L'accès à la terre par les agriculteurs sénégalais : l'implantation de la bananeraie a été possible grâce à une maîtrise locale des sols et la volonté de favoriser l'installation d'agriculteurs sur des parcelles de taille compatible avec la capacité de travail d'un agriculteur.
- Les enjeux respectifs de la production de riz et de mil dans les différentes régions du Sénégal : la gestion de l'association et de la diversification des cultures : mil, riz, arachide, cultures légumières, arboriculture ; l'articulation agriculture et élevage, ...
- Des modes de production agricole respectueux de la préservation de la qualité des sols : gestion des retours organiques ; recherche de mode de production permettant de faire face à la salinisation des sols (Groupe de Kaolack)
- La gestion des semences et l'organisation du stockage des semences des variétés traditionnelles pendant l'interculture.

Des préoccupations liées à la formation :

- Le développement de l'enseignement général au Sénégal et le rôle moteur de l'enseignement catholique : près de 40 % de l'enseignement est assuré par des établissements catholiques dans le sud du pays, avec des effectifs d'élèves à plus de 90 % de culture musulmane.
- Les insuffisances de l'enseignement technique et professionnel, considéré comme enseignement destiné aux enfants en situation d'échec dans l'enseignement général ; des projets de l'enseignement catholique sont en émergence en ce domaine.
- L'importance de la formation par les Maisons Familiales Rurales : le rôle et la place des femmes dans ces formations.



L'enseignement catholique au Sénégal

Des préoccupations liées à la vie de l'Eglise

- Le sentiment d'être une minorité au sein d'une population très majoritairement musulmane et globalement très sensible à la dimension religieuse. Des relations qui se veulent paisibles.
- Une église ouverte au partenariat : les diocèses sénégalais ont développé des relations bilatérales avec des diocèses européens, principalement avec des diocèses allemands et français, dans un objectif de soutien mutuel³.
- Des temps de partage avec les religieuses et les prêtres rencontrés lors des visites qui permettent de visualiser l'ancrage des chrétiens dans le quotidien et le besoin exprimé de contacts et d'échanges avec des communautés, paroisses, mouvements d'autres pays.

4 : Le séminaire « Investir dans le développement rural et l'agriculture durable » (5-6 et 10-11 novembre)

Lors de sa dernière assemblée mondiale en Allemagne en 2014, la FIMARC s'était donné comme objectif de soutenir l'agriculture familiale paysanne à travers les activités des mouvements qu'elle fédère. Nos échanges nous montrent que les formes d'agriculture au sein de nos territoires sont diverses, cherchent à répondre à des enjeux spécifiques en fonction des conditions régionales tout en faisant face à des obligations et des contraintes

³ Plusieurs jumelages entre les diocèses sénégalais et allemands : Thiès avec Bamberg, Kaolack avec Würzburg, Ziguinchor avec Regensburg, Saint Louis avec Passau, Tambacounda avec Eichstat. Le diocèse de Thiès est aussi jumelé avec celui de Saint Claude (France)

communes : la recherche d'une autonomie alimentaire et d'une production agricole suffisante dans un contexte climatique en évolution, dans le nécessaire respect des ressources naturelles disponibles. La taille et le type d'exploitation peuvent varier, mais les agriculteurs sont confrontés aux mêmes questions : volatilité des prix ; prix de vente des produits déterminés par d'autres acteurs ; prix des intrants ; mise en marché contrôlée par des acteurs extérieurs ; accès aux crédits et aux financements ; manque de relève pour la reprise des exploitations ; perte des savoirs... Cinq problématiques relatives à cette agriculture familiale ont été abordées et discutées lors de ce séminaire

4.1 : Quel type de développement rural et d'agriculture voulons-nous pour un monde meilleur?

Ndiakaté FALL, agriculteur sénégalais, membre de la plateforme du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) et membre de la Via Campesina, a rappelé que 70% de la population du Sénégal vit d'une agriculture qui repose sur des bases traditionnelles et familiales. Cette agriculture est en évolution dans ses modes de production (choix des cultures, gestion des récoltes et des semences, mode de traction...) et contribue à faire face à la très forte augmentation de la population sénégalaise. Elle est confrontée en même temps aux pressions des réseaux commerciaux et au développement de formes d'agriculture industrielle qui mobilisent d'importantes surfaces agricoles. Ndiakaté FALL a souligné le lien déterminant entre le mode de production agricole, les formes de vie sociale en territoire rural et la préservation des ressources naturelles pour assurer la pérennité de cette production. Il a rappelé l'attachement des agriculteurs sénégalais à la terre comme bien de la communauté villageoise ainsi que le rôle des populations rurales dans la stabilité du corps social.

Le Père Epiphane MBENGUE, aumônier du MARCS, a exprimé le souhait que le MARCS puisse travailler en association avec le CNCR.



Ndiakaté FALL : 70 % de la population sénégalaise vit de l'agriculture familiale paysanne.

4.2 : Développement rural : une agriculture pour vivre ou pour faire du profit ?



L'abbé Joseph GUEYE a rappelé la force du message de Laudato Si

L'abbé Joseph GUEYE, prêtre du diocèse de Thiès, a rappelé le contenu de Laudato Si, véritable feuille de route pour les chrétiens en matière de développement agricole et de gestion de la planète. Avec une interpellation. « Avons-nous avec la terre une relation de profit ou une relation de service ? ».

Des défis demeurent à relever : les moyens de vaincre la faim, la possibilité pour les petits agriculteurs de pouvoir vivre de leurs revenus, la préservation de l'état des ressources naturelles, la prise de conscience que le développement de technologies immorales conduit à la mort du milieu vivant.

Des perspectives en accord avec la doctrine sociale de l'Eglise. La terre et l'eau sont des biens communs dont l'usage doit être équitablement réparti. Des structures juridiques sont nécessaires pour assurer cette équité. La définition de normes en matière d'usage des ressources naturelles ne peut suffire sans une alerte des consciences. Une invitation pressante à un recentrage radical des économies au service de la justice sociale, basées sur la sobriété dans l'utilisation mondiale des ressources, et prenant en compte la suffisance plutôt que la seule efficacité.

4.3 Les droits des paysans : droits à la terre et aux semences

Mamadou GOÏTA, secrétaire exécutif du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a participé activement à la rédaction du projet de déclaration des droits des paysans voté par le conseil des droits de l'homme des Nations Unies en septembre 2018 et approuvé par l'Assemblée Générale de l'ONU ce 20 décembre 2018.

Mamadou GOÏTA a rappelé l'historique de la démarche engagée par la Via Campesina dans les années 1996-2000 autour de l'idée de souveraineté alimentaire, puis la déclaration de Nyéléni (2007), l'idée d'une déclaration des droits des Paysans et les négociations qui ont conduit à la résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (2012) et à la mise en place d'un groupe de travail en vue de l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies. La FIMARC, membre du groupe de travail des Droits de l'Homme a participé activement à l'élaboration de ce texte. Le Conseil des Droits de l'Homme avait mis en évidence cinq causes principales aux difficultés des paysans à vivre de leur production. En réponse à ces maux, le texte adopté vise à faire passer dans les législations nationales plusieurs droits importants, et notamment :



Mamadou Goïta a participé à la rédaction de la déclaration des droits des paysans de l'ONU

- La reconnaissance du principe de souveraineté alimentaire
- Le droit d'accès des paysans à la terre, avec des approches individuelles et collectives (droits communautaires)
- Les droits de production et de commercialisation des semences
- L'égalité de droits des hommes et des femmes, notamment pour l'accès au crédit et lors des transmissions des droits précédents.

Se plaçant dans la perspective de l'adoption de cette déclaration, Mamadou GOÏTA a souligné le rôle important de nos mouvements pour en faire connaître le contenu auprès de nos gouvernants et pour définir des stratégies adaptées dans nos pays respectifs pour faire avancer sa mise en œuvre.

4.4 Le développement de modes durables de production et de consommation



Mme Voré SECK, une femme énergique pour une agriculture et un environnement préservé au service de tous

Madame Voré Gona SECK, reconnue au Sénégal pour son engagement en faveur du soutien à la production agricole et à la protection de l'environnement, a rappelé quelques-unes des causes dans lesquelles elle est engagée personnellement ou par l'intermédiaire de l'ONG qu'elle dirige. La lutte contre la déforestation avec l'amélioration des modes de production de charbon de bois et le développement des fours améliorés ; le soutien aux agriculteurs et l'aide au financement pour lutter contre l'accaparement des terres par les sociétés transnationales dans le Nord du Sénégal ; le soutien aux agriculteurs pour la production et la préservation de leurs semences pendant la période de soudure ; les démarches pour une réglementation de la taille des mailles des filets de pêche en mer pour éviter la collecte des petits poissons et assurer le renouvellement des populations piscicoles.

Le témoignage d'une femme énergique et déterminée, au service de la population de son pays et l'illustration de la diversité des actions dans lesquelles les femmes sont impliquées !

4.5 Relations intergénérationnelles et transfert de connaissances

Thomas GARRICK (Centre Africain pour l'Education aux Droits Humains) et George FERNANDEZ (Secrétaire général de la FIMARC) ont abordé cette question mise en exergue dans les communautés rurales confrontées à la migration des jeunes vers les villes, aux difficultés des jeunes à trouver leur place tant en milieu rural qu'en milieu urbain, au sentiment d'abandon par les plus anciens, et à la fracture intergénérationnelle accentuée par la fracture numérique...

Sans répondre directement à la question des migrations des populations, Thomas GARRICK a souligné le rôle de la culture comme moyen de remédiation à la rupture intergénérationnelle, soulignant l'importance d'un dialogue à construire pour passer d'une culture de compétition à une culture d'échange qui cherche à proposer plutôt qu'à imposer.

George FERNANDEZ a indiqué que la question de ces transferts a été abordée au sein des mouvements asiatiques qui ont pris conscience de la rupture entre générations et de l'isolement qui en découle. Perception du besoin d'un espace de réflexion et d'apprentissage d'un dialogue dans lequel chacun essaie réellement d'être compris par l'autre. Dans une culture de l'échange les jeunes ont des choses à apprendre aux aînés et les aînés peuvent transmettre leurs savoirs traditionnels aux plus jeunes.

Une première approche qui a permis de souligner que cette question est transverse au sein de nos mouvements et demande à être approfondie.

Ce séminaire a été aussi un temps de partage d'activités illustrant la façon dont les mouvements ont pris en charge cette question de l'agriculture familiale :

- CMR (France) : des rencontres entre agriculteurs et non -agriculteurs autour d'exploitations agricoles sur les évolutions possibles des modes de production.
- KIDEP (Kénya) : la mobilisation des femmes autour de l'agriculture familiale et de l'agroécologie.
- FIMARC Salvador (Araba de Romero) : la mobilisation des associations d'agriculteurs sur les droits des paysans.
- CCFM (Corée) : Les initiatives de production et de consommation durable en Corée : circuits courts producteurs- consommateurs, les mécanismes de solidarité-connexion-coopération entre ruraux et urbains.

De même un temps d'échange de type « Place du marché » a mis en valeur 3 initiatives porteuses :

- L'approche de développement participatif en Asie : la méthode PDLP conduite par les mouvements asiatiques (présentation par Rony JOSEPH de l'INAG, Inde)
- Le développement du microcrédit en zones rurales au Sénégal (Caurie Micro-Finance)
- Le rôle des Maisons Familiales Rurales dans la formation en milieu rural au Sénégal (avec Mr Pape SANE, Président de la Fédération des MFR et Madame JULIETTE, directrice de la MFR de Fandène).



La Place du Marché : un échange interactif autour de la méthode de travail PDLP

Ce temps de séminaire a été complété en soirée par une session de présentation de l'intervention de l'état sénégalais au niveau du développement rural par le représentant de la DRDR de Thiès, et par celle de la Caritas régionale de Thiès. Les soirées culturelles ont complété les temps de partage entre délégués des différents continents.

5 : L'assemblée statutaire (12-14 novembre)

51 : Le rapport d'activités détaillé du Secrétaire Général, George Fernandez, a permis de rappeler les différentes opérations dans lesquelles la FIMARC a été impliquée au cours des 4 années passées.

L'implication dans les instances internationales :

- La participation au Comité des Droits de l'Homme et aux travaux d'élaboration de la déclaration des Droits des paysans et des habitants des zones rurales, au sein du groupe de travail du Conseil des Droits de l'Homme
- La participation aux travaux du comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA-CFS) de la FAO, et aux travaux du MSC (Mécanisme de la Société Civile) auprès du CSA
- La participation aux COP 21 et 23 sur les enjeux du changement climatique
- La participation à différentes manifestations internationales en faveur des soutiens aux formes d'agriculture paysanne (forums sociaux, forums régionaux de la FAO sur l'agriculture familiale, relations avec la Via Campesina ...)
- Rencontres régulières avec les autorités religieuses de l'Eglise (Vatican) et avec les fédérations internationales des autres mouvements d'action catholique.

Le soutien aux mouvements nationaux et aux actions continentales des mouvements nationaux :

- Le suivi des projets collaboratifs en Asie associant les mouvements de la FIMARC autour des modes de développement déterminés par les associations d'agriculteurs (méthode PDLP).

- Le soutien à l'organisation de séminaires continentaux entre les mouvements nationaux, en Amérique latine et en Asie sur l'agriculture familiale, en Europe avec le projet ProRure sur la mise en réseau des mouvements chrétiens en vue d'un renforcement de la citoyenneté en milieu rural.
- L'appui au montage de projets et de dossiers de financement auprès des agences de financement (CCFD, Misereor, Entraide et fraternité, DKA, ...)

Le maintien de notre réseau et de nos formations internes :

- Les rencontres annuelles du Comité Exécutif associées à un séminaire spécifique : Agriculture familiale paysanne (2015), Agroécologie (2016), Production et gestion des semences (2017), ...
- Le maintien d'une publication régulière de la Voie du Monde Rural, assurant un lien entre nos mouvements ; la production de documents pédagogiques sur les thèmes abordés par l'Exco : l'Agriculture Familiale, l'Agroécologie, la Gestion des semences, ainsi que les documents de mobilisation annuelle pour la Journée Mondiale de l'Alimentation.

Le rapport d'activité a été approuvé à l'unanimité.

52 : Le rapport financier du trésorier. Jean-Claude Germon, trésorier, a rapporté l'évolution du budget au cours des 4 années écoulées. La présentation a montré un budget équilibré sur cette période. L'équilibre est cependant fragile et très dépendant de notre capacité à convaincre nos donateurs par la présentation de nos activités et de l'animation que nous assurons auprès de nos mouvements. Nous devons continuer à convaincre nos mouvements qu'un soutien plus affirmé de leur part constitue une marque de crédibilité auprès des financeurs que nous sollicitons.

Le rapport financier a été approuvé à l'unanimité.

53 : Adhésion de nouveaux mouvements

Le Paraguay et le Salvador suivent depuis de nombreuses années les travaux de la FIMARC en tant que mouvements en contact : ils ont manifesté le souhait d'être mouvements affiliés. Leurs activités sont conformes aux critères et ont présenté les références nécessaires (cohérence avec les orientations de la FIMARC, caractère nationale du mouvement, accord de la conférence des évêques).

Adhésion approuvée à l'unanimité.

Le représentant de l'INAG (mouvement de l'Inde) a demandé que son mouvement puisse bénéficier du statut de mouvement affilié, indiquant que cela n'avait pas été accepté lors de la rencontre de 2010 et qu'actuellement plus rien ne s'opposait à cette affiliation. Le Président Wolfgang Scharl a proposé que le comité Exécutif examine la requête de l'INAG et a demandé à l'Assemblée que l'Exco puisse prendre cette décision favorable si les critères sont conformes.

54 : Les plans d'action des groupes continentaux : quelques lignes directrices

Les temps d'échange au sein des groupes continentaux ont permis de faire un point sur leur mode de fonctionnement et sur leurs priorités.

Amérique latine

- Poursuite des activités autour de la souveraineté alimentaire ; opérations autour de la journée mondiale de l'alimentation
- Ateliers continentaux sur l'appropriation de Laudato Si
- Développement d'échanges avec les autres continents, notamment l'Afrique
- Poursuite du plaidoyer autour de l'agriculture familiale et des droits des paysans

Afrique

- Mise en place d'un Comité de coordination autour d'Omer Diédhou (Sénégal), Jean Clément Sengue (Centrafrique), Elisabeth Kibuyva (Kénia), Médard Meyanga (Cameroun)
- Renforcement de l'autonomie financière des mouvements : mise en place d'un système de cotisations
- Poursuite du plaidoyer autour de l'agriculture familiale et des droits des paysans

Europe

- Poursuite d'une structuration en réseau dans le cadre de la poursuite du projet européen ProRure et mise en place d'une coordination régionale en lien avec ce réseau
- Création d'un site Web international
- Prise en considération des enjeux du changement climatique dans nos modes de fonctionnement
- Poursuite du plaidoyer autour de l'agriculture familiale et des droits des paysans

Asie

- Poursuite des activités autour du soutien à l'agriculture familiale et du respect des droits des paysans et des personnes vivant en milieu rural
- Collectes et partages d'informations sur les meilleures pratiques mises en œuvre dans chacun des pays
- Constitution d'une équipe de coordination autour de Rony Joseph (Inde), Nayana Vitchiporn (Thaïlande) et Philip Biswas (Bangladesh) et du secrétaire général du CCFM de Corée

55 : Modification des statuts

- Une modification des statuts a été proposée par le Comité Exécutif dans le cadre des règles statutaires, afin de permettre au secrétaire Général d'effectuer un 3^e mandat de 4 ans. Après délibération, la proposition a été approuvée par 18 votes favorables et 2 abstentions

56 : Election du Comité Exécutif

- Après appel de candidatures et votes des délégués le nouveau comité exécutif pour la période 2018-2022 est constitué de :



L'ExCo 2018 : Jean Claude Germon, Sophie Elisabeth Kibuyva, Rony Joseph, Manuel Moran, Médard Meyanga, Père Tomas Spanghero, Wolfgang Scharl, Modesta Arevalos, George Fernandez, Nayana Vitchiporn

- **Sophie Kibuyva et Médard Meyanga (Afrique)**
- **Modesta Arevalos et Manuel Moran (Amérique Latine)**
- **Nayana Vitchiporn et Rony Joseph (Asie)**
- **Wolfgang Scharl et Jean Claude Germon (Europe)**
- **George Fernandez (Secrétaire Général) et Père Tomas Spanghero (Aumonier)**

- **A la suite de cette élection, le Comité Exécutif a élu Wolfgang Scharl Président de la FIMARC, George Fernandez Secrétaire Général, et Jean Claude Germon Trésorier.**



Wolfgang SCHARL, Président de la FIMARC

6 : Clôture et déclaration finale de l'Assemblée



La messe de clôture à la cathédrale de Thiès a permis à Monseigneur Michaël Wallace Bannach, nonce apostolique, de rappeler aux délégués que leur engagement se poursuivait à l'issue de cette rencontre et que le « *Ite missa est* » de cette célébration, associé à la proclamation de la résolution finale de l'Assemblée Mondiale, constituait leur envoi en mission

7 : Quelques points marquants de cette Assemblée.

La diversité et la représentativité des délégués : 32 mouvements et organisations provenant de 32 pays différents ont fonctionné ensemble pendant ces près de 2 semaines. Une richesse des échanges qui a impressionné celles et ceux qui participaient pour la première fois à cette assemblée. La parité hommes/femmes n'était pas respectée mais est en voie de le devenir. Cette parité serait atteinte si les mouvements se donnaient les moyens de participer avec deux délégué(e)s. Le caractère mixte homme/femme de nos mouvements est une de nos richesses et est certainement un moyen de faire évoluer les sociétés dans lesquelles nous travaillons.

La mobilisation du mouvement sénégalais pour le temps d'immersion et l'accueil dans les différents diocèses du Sénégal : tous les délégués ont manifesté leur satisfaction des contacts et échanges réalisés lors de ce court séjour. Un grand merci aux équipes qui se sont mobilisées pour ce séjour en immersion et pour le bon fonctionnement de l'Assemblée.

La vidéo coréenne sur les suites du décès de Mr Bak Nam Gi, vice-président du mouvement coréen, mort à la suite de brutalité policière lors d'une manifestation pour obtenir un meilleur prix des produits agricoles payés aux producteurs. Grande émotion dans cette vidéo qui montre l'investissement pacifique du mouvement qui a contribué au renouvellement du gouvernement coréen.

Les demandes d'adhésion du Salvador et du Paraguay : les demandes d'adhésion à la FIMARC des deux mouvements sud-américains confortent l'implantation de la FIMARC sur ce continent.

L'attention portée aux autres religions. Nos hôtes sénégalais nous ont rappelé qu'ils vivent en milieu de culture très majoritairement musulmane. Dans leurs activités et leurs projets de développement ils travaillent avec leurs consoeurs et confrères musulmans. Dans nos pays nous vivons au contact de communautés de diverses religions et de foi, ou d'absence de référence religieuse. Nos rencontres FIMARC sont un moyen de nous interroger sur l'expression de notre foi et sur la nécessité de vivre dans l'acceptation et le respect de la différence de l'autre.

Nos soirées de partage, de détente et de fête, nos pauses cafés ont été aussi des temps pour vivre la fraternité de nos mouvements.

8 : Littérature en lien avec l'Assemblée Mondiale

- Maïder Dechamps, 2018. Dans le monde entier, le mode rural a les mêmes difficultés. ACRF Femmes en milieu rural ASBL, Analyse 2018/14, 5p.
- Laudato Si. Lettre encyclique du Pape François sur la sauvegarde de la maison commune.
- Projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales rural, Conseil des droits de l'Homme, septembre 2018, 16p.

9 : Quelques photos et souvenirs.



*Jacques Badji,
Président du MARC Sénégal*



*Père Epiphane Mbengue, Aumônier du
MARC Sénégal*



*Parité hommes/femmes : une richesse
en devenir dans nos mouvements*



*Modesta Arevalos & Manuel Moran,
Coordination Amérique*



*George Fernandez,
Secrétaire Général de la FIMARC*



*Président du CCFC de Corée du
Sud, un mouvement très actif*



*Jean Clément Sengue, Julien Badji et Madame Badji : la
volonté d'avancer des mouvements africains*



*Rencontre continentale Amérique latine, porteuse de
projets intermouvement*



*Le caractère international de nos célébrations : nos
prêtres de Corée, Burkina, Sénégal, Argentine*



*L'attention aux autres religions.
Mgr Gueye et l'Imam local*



*La délégation Sud-Coréenne entourant l'épouse de Mr Bak Nam Gi, décédé à
la suite d'une manifestation pour des prix plus justes aux paysans coréens.*



*Hommage à l'épouse de
Mr Bak Nam Gi*

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA FIMARC - THIES - SÉNÉGAL

Novembre 2018

Résolution finale

1. Nous, les mouvements membres de la FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques) d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, représentant les communautés rurales et les paysans de 32 pays, nous sommes réunis à Thiès, au Sénégal, du 2 au 16 novembre 2018 pour la session mondiale de la FIMARC sur le thème " **Investir dans le développement rural et l'agriculture durable - vers un monde meilleur pour tous** " ainsi que pour la 15ème Assemblée mondiale, à un moment décisif de réflexion sur la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural, et dans le contexte de la décision de l'ONU de lancer la Décennie de l'agriculture familiale (2019-2028).

2. Le thème principal de la 15ème Assemblée mondiale était " Agissons ensemble dans la solidarité et l'harmonie pour créer un monde rural juste et digne, respectueux de toute vie ". La session mondiale a été l'occasion de réflexion et d'analyses approfondies sur le système actuel d'agriculture et de développement rural, à partir de l'encyclique Laudato Si, des droits des paysans et des populations rurales, des tendances actuelles et des alternatives dans les modes de production et de consommation ainsi que de la portée du transfert intergénérationnel des connaissances pour renforcer l'agriculture familiale. Elle nous a permis d'approfondir notre compréhension commune, de partager nos propres expériences sur chaque continent et de définir les prochaines étapes de notre engagement sur ces sujets et leurs enjeux.

3. En tant que mouvements de populations rurales et paysannes, nous sommes concernés par la détérioration des infrastructures rurales, des services de base tels que l'éducation, la santé, la technologie, qui provoquent un exode rural endémique, l'abandon des fermes et la perte d'emplois ruraux, entraînant l'insécurité alimentaire et la pauvreté au sein des populations rurales. Celles-ci sont victimes de l'accaparement excessif des terres et des ressources, de la violence, de la corruption, des narcotrafics, de la traite des êtres humains et de la criminalisation des paysans et des militants qui luttent pour leurs droits et pour protéger leurs moyens de subsistance. Les systèmes d'éducation axés sur le profit dans nos pays ne soutiennent ni les valeurs de la vie rurale ni les compétences nécessaires à la diversification des possibilités d'emploi, tant agricoles qu'extra-agricoles. Les savoirs traditionnels sont soit dévalorisés, soit mal transmis aux nouvelles générations. Les tendances socio-économiques et démographiques actuelles et la fracture numérique mettent en cause les relations entre les générations, accentuent le vieillissement de la population agricole et entraînent la rupture des filets de protection sociale.

4. Il est évident que l'agriculture industrielle et chimique est destructrice et mortifère avec l'usage de produits agrotoxiques et d'hormones artificielles, l'utilisation d'OGM, d'intrants chimiques, son système de monoculture et de surproduction qui empoisonnent la population et la nature. Cette forme d'agriculture réduit la fertilité des sols, contamine l'eau, transforme les ressources naturelles en marchandises, dont les terres, l'eau et les semences, et détruit les zones rurales. De plus, la libéralisation des marchés et le contrôle des filières par les multinationales agroindustrielles nous éloignent de nos ressources productives et font passer le profit avant la vie. Les paysans et les populations rurales souffrent de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté à un niveau disproportionné, et sont vulnérables et discriminés par des expulsions forcées et le manque d'accès aux ressources essentielles : terres, semences, prêts, éducation, justice et services de base. Sur 821 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde (donnée ONU 2018), 80% vivent en milieu rural. Les politiques agricoles contribuent au déclin économique du système d'agriculture familiale, avec d'une part les regroupements fonciers, la disparition et les saisies d'exploitations et d'autre part la concentration du pouvoir économique et politique par une poignée avide de multinationales qui n'ont pas de compte à rendre.

5. La place des agriculteurs est essentielle pour la souveraineté alimentaire et la mise en oeuvre du droit à l'alimentation, en particulier dans les pays en développement où ils fournissent jusqu'à 80% de la nourriture consommée au niveau local. C'est pourquoi nous nous efforcerons de construire des systèmes d'agriculture familiale basés sur l'agroécologie enrichie par les connaissances traditionnelles et les valeurs culturelles locales. Nous pensons que l'agriculture familiale est un moyen efficace de pratiquer une agriculture qui permet de créer des emplois et d'assurer la souveraineté alimentaire de la population. Elle nous permet de décider du type d'agriculture à pratiquer et de la nourriture à produire. Nous croyons que l'agroécologie peut être pratiquée de nombreuses façons différentes, en fonction de la réalité et de la culture locales, tout en sauvegardant les ressources naturelles et environnementales, la biodiversité et le patrimoine culturel, en préservant les produits alimentaires traditionnels et en contribuant à une alimentation équilibrée. Des formes diverses de production alimentaire des petits exploitants fondées sur l'agroécologie génèrent des connaissances locales, favorisent la justice sociale, nourrissent la culture et renforcent la viabilité économique des zones rurales.

6. Nous voulons également promouvoir des initiatives alternatives porteuses de réussite et développées par nos mouvements tels que la planification de la vie, les initiatives de sauvegarde de semence et de souveraineté alimentaire en Amérique latine, le marketing direct entre producteurs ruraux et consommateurs urbains par le CCFM de Corée, les processus de développement menés par les populations dans le domaine de l'agriculture durable, la santé et l'éducation en Asie, l'agriculture agro écologique au Kenya et dans d'autres pays. Une alimentation saine et sûre est un droit humain fondamental et nous devons développer le dialogue entre les consommateurs et les producteurs à cet égard.

7. Pour s'attaquer aux causes profondes de l'exode rural, il est fondamental d'accroître l'aide aux petits exploitants agricoles familiaux et de créer des moyens de subsistance alternatifs et durables dans les zones rurales, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. L'investissement durable dans le développement rural, une véritable réforme agraire, la participation des agriculteurs, la diversification des revenus, la conservation des terres et l'amélioration de la gestion des intrants sont essentiels pour construire des systèmes agricoles familiaux durables. De nouvelles formes de coopération et d'organisations communautaires doivent être encouragées pour défendre les intérêts des petits producteurs et préserver les écosystèmes locaux de la destruction (Laudato Si 180). Nous appelons donc nos gouvernements à mettre en place des politiques et des programmes nationaux pour protéger et promouvoir des systèmes d'agriculture familiale fondés sur l'agroécologie, nos propres savoirs, notre sagesse et notre culture et à mettre en œuvre des outils et mécanismes juridiques pour garantir les droits des paysans et des populations rurales.

8. La FIMARC et ses mouvements membres s'engagent fermement à :

- sensibiliser, adopter et mettre en œuvre la déclaration de l'ONU sur les " Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales" en faveur du droit à définir nos propres systèmes alimentaires et agricoles.
- militer avec d'autres acteurs pour renforcer l'agriculture familiale dans le contexte de la Décennie de l'agriculture familiale proclamée par l'ONU.
- identifier et partager les meilleurs modèles de pratiques variées au sein de nos propres communautés locales dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.
- produire et consommer des aliments sains, adopter des pratiques durables de gestion de la santé et éduquer en vue d'une vie digne.
- développer des formes coopératives de production, des entreprises sociales, des produits locaux à valeur ajoutée.
- construire une résistance locale, afin de protéger nos propres systèmes de production, nos connaissances et nos pratiques traditionnelles.
- soutenir l'établissement de liens profonds entre les agriculteurs et les consommateurs

9. Conclusion

La vie et les écosystèmes sont un don du Créateur et nous devons les préserver et les transmettre aux générations futures. La FIMARC veut promouvoir les relations intergénérationnelles pour favoriser le partage des savoirs et des compétences agricoles, la culture, les valeurs traditionnelles ainsi que les soins réciproques, le soutien et l'échange des ressources. En tant qu'êtres humains, nous pouvons vivre pleinement en réalisant nos potentiels dans la communauté et en prenant soin de la création. Ce développement authentique inclut nos cultures, nos valeurs et notre être spirituel, et se base sur la solidarité. Sa mise en œuvre nécessite des transformations économiques radicales, des modèles de production et de consommation qui respectent les limites des ressources naturelles de la planète et des conversions écologiques, ainsi que le souligne Laudato Si. Les zones rurales ont l'habitude de fournir des emplois à tous, et pourraient encore le faire, y compris pour les jeunes désireux d'y travailler. Nous devons résister à l'exode rural massif et maintenir le plus grand nombre de paysans, en particulier les jeunes, sur leurs terres, en donnant plus de perspectives à l'agriculture et à la vie rurale. **Osons construire un autre monde rural !**

**ASSEMBLEE MONDIALE FIMARC
2-16 Novembre 2018, Thies, SENEGAL
Participants**

AFRIQUE			
Bénin	Charles	DRAMANE	M Agriculteurs Chrétiens Ruraux
Burkina Faso	Anani	DAKUYO	Action Cath Rurale Adultes (ACRA)
Cameroun	Médard	MEYANGA	M Adultes RC Cameroun
R Centre Afrique	Jean Clément	SENGUE	M Familles Chrétiennes
RD Congo	Faustin	SUMEY	ACCR
Kenya	Elizabeth	KIBUYVA	KIDEP
Sénégal	Jacques	BADJI	MARC Sénégal
Sénégal	Julien	BADJI	MARC Sénégal
Sénégal	Alphonse	NDIONE	MARC Sénégal
Sénégal	Epiphane	MBENGUE	MARC Sénégal
Togo	Pahamkihao	NIMON (ep KOKAH)	M Familles Chrétiennes
Zambie	Arnold	KAWENDAMA	CARAM
AMERIQUE LATINE			
Argentine	Walter	ALEGRE	MRR
Argentine	Irma	PEREZ	MRR
Argentine	Fr. Tomas Jose	SPANGHERO	MRR
Bolivie	German	VARGAS AGUILAR	
Colombie	Mario Alonso	CAICEDO CORDOBA	Fondation Cosmopolitana
Dominicaine Rép	Manuel Antonio	PEREZ CANARIO	
Equateur	Mireya	ANDRADE	Intinan
Guatemala	Nelson	YANEZ GUTIERREZ	Asociacion Asoborda
Mexique	Antonio	JUAREZ GOMEZ	CEDIRAC
Paraguay	Modesta	AREVALOS	Aso. Rur Cristiana (ARC)
Salvador (El)	Manuel de Jesu	MORAN	Cenytro Araba
ASIE			
Bengladesh	Myanila	BISWAS	BSDF
Bengladesh	Antony	BISWAS	BSDF
Bengladesh	Philip	BISWAS	BSDF
Bengladesh	Nabi	SARDAR	BSDF
Corée du Sud	Yeong-Joon	SON	CCFM
Corée du Sud	Byung-Su	KIM	CCFM
Corée du Sud	Fr. Jin-Hong	LEE	CCFM
Inde	George	FERNANDEZ	INAG
Inde	Rony	RONY JOSEPH	INAG
Pakistan	Rufus	KAMRAN	
Philippines	Arnold	BELLO	
Philippines	Francisco	PASCUAL	
Sri Lanka	Dayawathie	HERATH MUDIYANSELAGE	Community Education Center Sri Lanka
Sri Lanka	Menu Nilukshika	THUIYA Handige DE SILVA	Community Education Center Sri Lanka
Sri Lanka	Asha Kumudini	DONA	Community Education Center Sri Lanka
Thaïlande	Naiyana	VICHITPORN	RTRC
EUROPE			
Allemagne	Wolfgang	SCHARL	KLB
Belgique	Colette	DELHEZ	ACRF
Belgique	Bénédicte	WILLEMART	ACRF
Espagne	Maria Jesus	BLAZQUEZ HERNANDEZ	MRC
Espagne	Roberto	CALVO IRUEGA	MRC
France	Jean-Claude	GERMON	CMR
France	Nicole	GERMON	CMR
France	Laurent	MARTIN	CMR
France	Marie Thérèse	MARTIN	CMR
Italie	Marco	BENASSI	RURE
Italie	Agnese	BENASSI	RURE
Roumanie	Alin	TAT	AGRU
Slovaquie	Tomas	KUZAR	FKI
Slovaquie	Miriam	KUZAR	FKI
Délégation spéciale de Corée du Sud : 11 personnes 20 délégués de différents diocèses du Sénégal			

